

Doris FUCHS, *Business Power in Global Governance*, 2007,
Boulder, CO, Lynne Rienner, 233 p.

Daniel Compagnon

Volume 40, numéro 1, mars 2009

Carl Schmitt et les relations internationales

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/037588ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/037588ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Compagnon, D. (2009). Compte rendu de [Doris FUCHS, *Business Power in Global Governance*, 2007, Boulder, CO, Lynne Rienner, 233 p.] *Études internationales*, 40(1), 150–152. <https://doi.org/10.7202/037588ar>

diversité des processus de propagation de l'intégrisme. Ces processus ont en commun certaines caractéristiques, par exemple un environnement où existe un sentiment prononcé d'injustice. De telles communautés partagent aussi la conviction d'être défavorisées. Et il suffit que de telles injustices soient perçues – il n'est pas essentiel que les désavantages soient extrêmes ou réels. Ces sentiments doivent croiser la situation personnelle et l'histoire immédiate de chaque individu en passe de devenir intégriste. Les solutions à de tels problèmes doivent donc être particulièrement adaptées à chaque communauté. Il n'est donc pas étonnant de conclure que le défi auquel l'Europe doit faire face est grand. À cause des caractéristiques politiques de l'Union européenne, les États membres, plutôt que l'Union dans son ensemble, sont les premiers acteurs dans le domaine. Puisque l'Union européenne ne fait que leur fournir un cadre, on comprend que les initiatives des différents gouvernements soient très variées.

Le recueil de M. Coolsaet m'inspire deux commentaires. Le premier concerne cette diversité des initiatives européennes destinées à contrer la montée de l'intégrisme. Cette diversité me semble présenter un avantage certain. Il n'est toujours pas clair lesquelles parmi ces initiatives peuvent prévenir l'intégrisme ou le renverser. Tant et aussi longtemps que nous n'en saurons pas davantage, le fait que les politiques adoptées varient ne peut que nous fournir plus d'indications sur ce qui peut être, en fait, efficace. Cela ne manquera pas, plus tard, d'être tout un casse-tête, un de plus, pour les gouvernements européens. L'autre commentaire adressé à M. Coolsaet, c'est que l'on n'a pas encore étudié les processus qui ont le potentiel de

renverser l'intégrisme. Sait-on seulement s'il est possible de le renverser ? Et, si la réponse est oui, sait-on dans quelles conditions cela serait possible ? Bien que je figure parmi les profanes en ce domaine, à la place de l'auteur je commencerais par examiner les sociétés qui se remettent d'importantes guerres civiles. L'exemple de certains pays d'Afrique, il me semble, pourrait peut-être fournir des renseignements précieux concernant la baisse des extrémismes en tout genre.

Si je conseille cet ouvrage à tous ceux qui s'intéressent au phénomène du terrorisme, c'est notamment en raison de la riche diversité des auteurs. Par exemple, on compte parmi eux des spécialistes en questions policières, ce qui est assez rare dans la littérature savante. Les études recueillies par M. Coolsaet portent souvent sur la situation de la Belgique, et il s'agit encore là d'un pays dont on n'entend pas souvent parler au Canada.

Laure PAQUETTE

*Department of Political Science
Lakehead University, Ontario*

MONDIALISATION ET TRANSNATIONALISATION

Business Power in Global Governance

*Doris FUCHS, 2007, Boulder, CO,
Lynne Rienner, 233 p.*

Se présentant comme un bilan d'étape du débat sur le rôle des entreprises privées dans la gouvernance globale, cet ouvrage synthétique s'appuie sur une vaste littérature relevant à la fois des relations internationales, de la science politique, des sciences de gestion, de la sociologie des organisations et de la communication. Il s'inscrit dans

une vague de publications récentes sur le même thème ou des thèmes voisins, par exemple Robert Falkner, *Business Power and Conflict in International Environmental Politics* ; Philipp Pattberg, *Private Institutions and Global Governance* ; Klaus Dingwerth, *The New Transnationalism* ; Matthew Hirschland, *Corporate Social Responsibility and the Shaping of Global Public Policy* ; pour s'en tenir à quelques autres ouvrages publiés en 2007-2008. Cet ensemble de références, que l'auteure n'a pas pu prendre en compte puisque son ouvrage était déjà sous presse, prouve l'intérêt croissant que portent les chercheurs en sciences sociales à cet objet, après avoir privilégié pendant longtemps les ONG comme acteurs non étatiques par excellence de la gouvernance globale.

L'ambition de Doris Fuchs, de son propre aveu, n'est pas de réaliser une percée conceptuelle, mais de proposer une explication « systématique et complète des activités proprement politiques des grandes entreprises au sein de la gouvernance globale » ainsi que de leur signification et de leur portée en termes de pouvoir. L'originalité de l'ouvrage est dans cet effort de systématisation enraciné dans les travaux empiriques disponibles. En s'appuyant sur une typologie efficace déconstruisant la notion de pouvoir et en recensant toutes les formes de contribution, du monde des affaires à la gouvernance globale (lobbying, sponsoring, création de normes privées, RSE, certification, participation aux conférences internationales, etc.), l'auteure évalue de façon nuancée le poids des firmes transnationales (FTN), à l'encontre des généralisations abusives auxquelles conduisent souvent les analyses structuralistes d'International Political Economy (IPE), dans l'optique

de Susan Strange, ou encore les analyses d'inspiration néogramscienne. La vision de firmes transnationales dirigeant le monde, qui revient en force à travers la théorie critique en RI et par le truchement de la critique militante de la globalisation néolibérale, travestit une réalité beaucoup plus complexe et ambivalente.

Doris Fuchs distingue les différentes dimensions du pouvoir (instrumental, structurel et discursif ou cognitif) pour mesurer la croissance de l'influence des FTN ; elle établit des correspondances, qui ne sont pas absolues cependant, entre les différents types d'activités politiques des entreprises et les dimensions du pouvoir. Elle note ainsi que l'accroissement des activités relatives au pouvoir instrumental (lobbying sur le plan national et financement des partis politiques, participation aux conférences internationales) ne signifie pas *ipso facto* un accroissement de l'influence effective des firmes sur la décision, en particulier sur le plan supranational et transnational.

Dans d'autres domaines, que l'auteur situe plutôt dans le pouvoir « structurel » – c'est-à-dire découlant des capacités matérielles des firmes –, comme la capacité à faire pression sur les États par les décisions d'investissement et la délocalisation (que l'auteure appelle *indirect agenda-setting*) ou les nouveaux instruments de gouvernance privée (l'autorégulation par les codes de bonne conduite, l'adoption de normes communes et les partenariats public-privé), les firmes transnationales ont acquis une autonomie réelle grâce au double mouvement de la globalisation et de la dérégulation amorcée par les États.

Le pouvoir discursif concerne les idées ou normes générales, la communication et les perceptions, donc la capacité des firmes à cadrer le débat d'une certaine façon, à faire accepter leurs manières de voir et de raisonner comme seules (ou plus) légitimes. L'accroissement de ce pouvoir discursif, plus que les deux formes précédentes qu'il contribue cependant à renforcer, serait le principal vecteur de l'influence politique accrue du monde des affaires ainsi légitimée – non sans contestation pourtant – face aux États et aux ONG.

Clairement construit et rédigé, nuancé dans ses conclusions – soulignant au passage les risques pour les firmes d'une éventuelle incapacité de la gouvernance privée à fournir les biens publics que l'on attend d'elle –, cet ouvrage, qui fait bien le point sur la contribution du secteur privé à la gouvernance globale, dans ses principales dimensions, sera utile dans les enseignements portant sur la gouvernance, l'IPE, ou sur la globalisation.

Néanmoins, certains choix de l'auteur peuvent surprendre ou paraître artificiels, comme le rattachement des PPP et des codes de conduite au pouvoir structurel, ou encore la privatisation des services publics comme indicateur du pouvoir discursif des firmes (le marché plus efficace) plutôt qu'un signe de l'érosion de l'État (*retreat of the state*, dirait Susan Strange) concourant au pouvoir structurel du capital dans un monde globalisé.

Daniel COMPAGNON

*SPIRIT, Institut d'études politiques
de Bordeaux, France*

Les espaces frontaliers. Laboratoires de la citoyenneté européenne

*Jacqueline BREUGNOT (dir.), 2007,
coll. Transversales, vol. 22, Berne,
Peter Lang, 215 p.*

Thème de recherche parfois négligé dans les études internationales – du moins sur notre continent –, les espaces frontaliers constituent néanmoins des zones d'observation et d'étude privilégiées pour comprendre les relations interculturelles et internationales. Le présent ouvrage rassemble treize chapitres en français, proposant autant d'études de cas dans l'espace européen. Les auteurs s'accordent dans leur volonté de percevoir autrement les zones frontalières européennes, non plus comme étant « périphériques » par rapport aux grands centres et aux capitales, mais bien comme étant des vecteurs d'une dynamique particulière, voire indispensable à la cohésion entre des pays limitrophes. Dans son excellente préface, le linguiste Albert Raasch rappelle qu'au sein de l'Europe « il existe partout des frontières, même à l'intérieur des pays : des frontières culturelles, religieuses, économiques, politiques, des frontières entre les ethnies, en fonction des appartenances socioculturelles, des diversités régionales et historiques ». Adoptant une approche plus théorique, Breugnot affirme dans son introduction que « les zones frontalières au sein de l'Europe apparaissent donc comme des lieux privilégiés pour le développement d'outils conceptuels et pratiques en matière de formation interculturelle à la citoyenneté ».

Plusieurs textes de la première moitié touchent des questions d'identités nationales ou régionales. Dans le premier chapitre, Zbigniew Kurcz